



LE PRESTA'
chroniques et actualités de la sous-traitance informatique

De SAP au maraîchage

Quand j'ai rencontré Caroline, elle était en train de partager et de distribuer des potimarrons dans une AMAP (1) située à Paris, dans le 15ème arrondissement. Cette ancienne spécialiste de SAP a quitté l'informatique pour le maraîchage bio, sur une ferme située dans le Val d'Oise. "10 ans que je faisais ça, je ne me voyais pas évoluer". Alors manager chez Cap Gemini, elle prend une année sabbatique puis un congé pour création d'entreprise. "Comme j'étais

... suite page 2 ...

Plus d'expertise, moins de responsabilité

Il y a une corrélation très nette entre la création d'expertises, la vente de celles-ci sur un marché, et l'absence d'interrogation sur les finalités ou l'utilité sociale de l'informatique.

Démonstration.

Qu'il soit salarié de SSII ou indépendant, l'ingénieur est amené à changer de clients très fréquemment. Il passe sans cesse de projet en projet. A chaque fois ce sont des systèmes d'information spécifiques, des organisations particulières, un vocabulaire et des notions métiers propres à une entreprise donnée. L'ingénieur va-t-il apprendre un nouveau métier à chaque changement de mission ? Pas du tout : il cherche au contraire à s'abstraire des spécificités de chaque client. C'est pourquoi on trouve dans les manuels de conception logicielle l'idée que la « qualité » d'un logiciel se définit par des critères internes, invisibles pour l'utilisateur. Les ingénieurs se concentrent sur ces critères, c'est là la base de leurs conversations professionnelles. « C'est quoi ton projet ? ». « Ben on doit mettre en place un serveur d'application et des web Services à la place des anciennes DLL de calcul qu'ils utilisaient avant sur leurs clients lourds. ».

Discutent-ils du métier du client parfois, et des services concrets qu'il rend à ses clients ou à ses usagers ? Très rarement, car leur survie économique dépend de leur capacité à s'abstraire du métier, c'est-à-dire de ce pour quoi est fait le logiciel. Les ingénieurs s'intéressent plutôt à telle technologie ou telle méthodologie. S'ils s'intéressaient plus aux métiers de leur client, ils s'apercevraient que leurs logiciels sont souvent liberticides, en dépit de la virtuosité avec laquelle ils aident à leur mise en place au cours de leurs missions. Biométrie, centralisation des données, financiarisation, suppression de postes, contrôles et traçage de l'activité des salariés ou des consommateurs, automatisation, virtualisation, abstraction et dépossession... les informaticiens ne sont pas des enfants de cœurs, et pourtant ils sont généralement très sympathiques à côtoyer.

C'est parce qu'ils ne sont pas directement confrontés aux conséquences de leur travail : ils n'utilisent pas les logiciels qu'ils créent. D'ailleurs ils ne sauraient pas le faire.

En tant que prestataires, ils ont souvent maille avec leur SSII, ses commerciaux et leurs clients qui les traitent comme des ressources exploitables puis jetables. Cependant, les finalités de l'informatique, leur métier, vont dans le même sens : les personnes sont objectivées par toutes sortes de données manipulées informatiquement. Qu'on ne s'étonne pas de traiter les personnes comme des choses ensuite. Ainsi l'ingénieur prestataire est une donnée parmi des milliers d'autres traitées par des logiciels d'e-RH pour sélectionner le bon CV (1).

En étant marchandisé, le savoir-faire de l'informaticien est devenu une compétence abstraite, mobilisée dans des organisations dont il ne comprend plus les tenants et les aboutissants. Mais l'irresponsabilité qui en découle est justifiée en tant qu'expertise, en tant qu'elle se vend, en tant qu'elle crée des emplois. Mieux, elle est justifiée techniquement : un bon programme informatique décompose et coordonne des travaux, et n'a surtout pas besoin de savoir comment ses travaux sont effectués (2). Cela est plus qu'une méthodologie, c'est une vision du monde. Le donneur d'ordre ignore comment le travail est fait, et le fournisseur ignore à quoi son travail va servir. Travailler sur des projets informatiques est mentalement mutilant : le travail consiste en grande partie, non pas à expliciter une situation de travail réelle, mais à en construire une autre simplifiée, qui va permettre de faire un travail s'accommodant de boîtes noires, d'informations dont on ignore la signification, de complications qu'on laisse de côté, etc. L'irresponsabilité est alors érigée en compétence. D.

(1) "L'e-RH industrialise l'exclusion", *Le Presta'*, 2006, n°3.

(2) RIGAUX, ROCHFELD, *Traité de modélisation objet*, Eyrolles, 2002, p. 4.

L'offshore, ou la quête du savoir-marchandise

La mondialisation n'a pas débuté hier. Elle a commencé avec le commerce triangulaire puis elle s'est intensifiée avec l'essor des empires coloniaux. Cela fait donc bien longtemps que les entrepreneurs ont compris l'intérêt d'une main-d'œuvre délocalisée, bon marché et corvéable à merci pour produire des biens qui seront consommés dans les pays riches. La fin des empires coloniaux marque un coup d'arrêt à la première mondialisation.

La deuxième mondialisation commence dans les années 70, avec la délocalisation dans les pays du Maghreb de l'industrie textile. 30 ans plus tard, il ne reste plus grand chose à délocaliser. Les emplois dans le secteur secondaire représentent à peine 15% des emplois aux USA (20% en France) et le Financial Times, cette année, faisait judicieusement remarquer que, dans ce chiffre, près de 50% des emplois ne sont pas vraiment industriels et on peut donc considérer que les emplois réellement industriels ne dépassent pas 8%.

Maintenant que la désindustrialisation des pays développés est presque terminée, où peut-on encore gagner des marges ? Il reste l'ingénierie et l'ingénierie du logiciel en particulier.

Contrairement à ce que produit l'industrie, le support du logiciel, c'est à dire le cd ou le dvd sur lequel il est distribué, ne coûte rien à fabriquer. C'est l'intelligence qui coûte, le savoir-faire, les compétences high-tech, c'est-à-dire les ingénieurs chèrement formés et manifestement trop payés pour certains. Donc, aujourd'hui, on fait de l'offshore ou de l'outsourcing pour délocaliser l'infogérance ou la production du code.

Si l'outsourcing suit le même processus que la désindustrialisation, voici ce qui devrait se passer pour les prestations en informatique dans les dix ans qui viennent :

- pratiquement tous les projets forfaitisables seront forfaitisés ;
- les forfaits seront exécutés dans des pays à bas coût ;
- il ne restera dans les entreprises que quelques profils pointus, des fonctions d'encadrement et d'assistance à maîtrise d'ouvrage qui, à terme, seront peut être elles aussi partiellement externalisées.

Les SSII subissent deux pressions qui les poussent à

l'outsourcing. La première provient des actionnaires qui les forcent à délocaliser pour augmenter leur marge bénéficiaire. Ainsi, ATOS a prévu, cette année, sous la pression de ses principaux actionnaires, de doubler sa marge bénéficiaire en trois ans. Le tout est associé d'une menace : le management joue sa place (1).

La deuxième est similaire à ce qui se passe dans l'automobile. Dans ce secteur les constructeurs délocalisent et forcent leurs sous-traitants à faire de même. Pour ces derniers, il devient même impossible de faire partie de l'appel d'offre d'un constructeur si ils n'ont pas délocalisé une partie de leur production (2). Le phénomène est le même dans le service où les actionnaires et les clients forcent les SSII à externaliser leur développement logiciel pour faire baisser les coûts.

En Tunisie, on paye correctement un ingénieur 1000 euros par mois, soit l'équivalent de 2 journées de facturation pour un ingénieur développeur confirmé en France, donc dix fois moins cher. En Inde, c'est encore mieux, 150 euros. Mais l'autochtone a d'autres qualités. Il vit dans une dictature, avec un code du travail beaucoup moins favorable, la durée légale du travail est de 40h à 48h en Tunisie avec 12 jours de congés par an (3) et il est cordialement invité à fermer sa gueule.

Jusqu'à récemment, quand on délocalisait, on exploitait essentiellement la force de travail des employés. Aujourd'hui, dans une quête sans fin du profit, on exploite aussi le savoir dans un système où les hommes et les femmes ne valent que par leur savoir utile pour l'économie, c'est-à-dire un savoir-marchandise dont la valeur est fixée par le marché. Dans ce marché devenu mondial, un ingénieur français peut rentrer en concurrence avec un ingénieur Indien, Tunisien ou Marocain, d'autant que ce dernier peut parfaitement avoir été préalablement formé en France, et ce pour le plus grand bonheur de nos chères SSII.

AL. P.

(1) Les Echos, « Les fonds Centurus et Taurus convoitent le contrôle d'ATOS », 21 janvier 2008.

(2) Documentaire « Ma mondialisation » de Gilles Perret, 2006.

(3) Code tunisien du travail.

De SAP au maraîchage . . . suite de la page 1 . . .

manager, j'avais alors des gens à commander. Je devais aussi répondre à des appels d'offres". Quittant cette perspective peu réjouissante, elle s'inscrit au centre de formation pour adulte (CFPPA) de Brie Comte Robert, où elle rencontre sa future associée. *"J'avais besoin de travailler dehors".* Après cette formation, elle aurait aimé débiter par un stage chez un agriculteur mais ça n'a pas été possible. Alors elles se sont lancées directement, avec l'aide d'un conseiller en maraîchage biologique de la chambre d'agriculture qui suit leur exploitation. Habitante à Paris, elle se déplace 3 jours par semaine pour aller travailler à la ferme, son associée restant sur place... D.

(1) Association pour le maintien d'une agriculture paysanne.